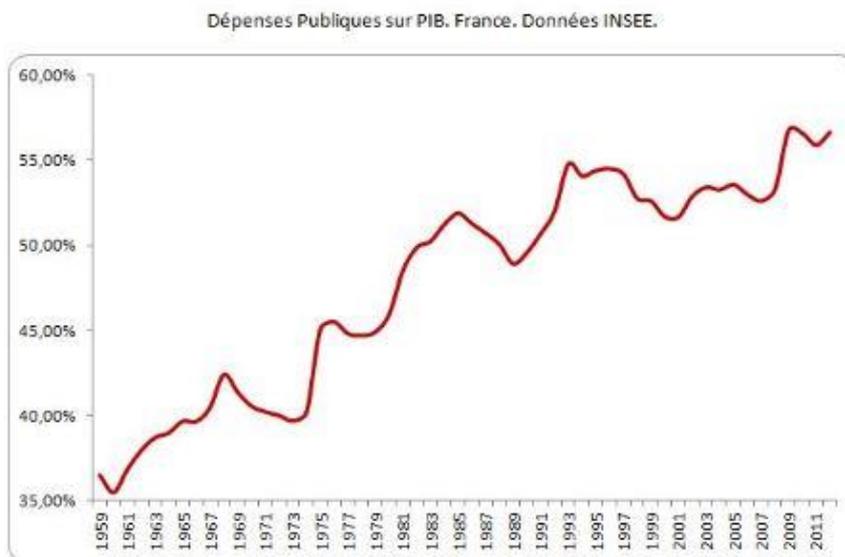


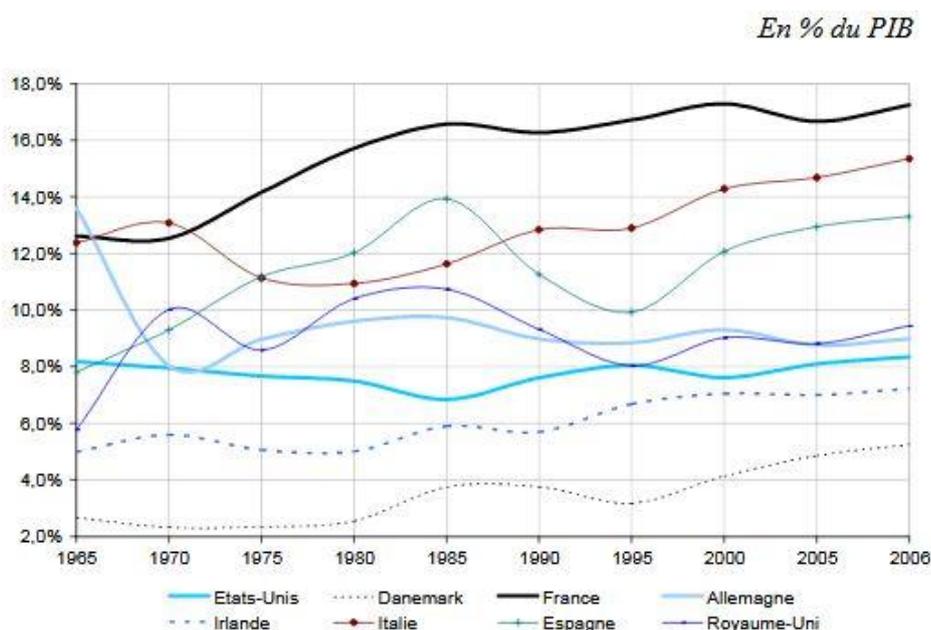
Cette évolution est indissociable de l'évolution de la dépense publique du pays.

La dépense publique mesurée en % du PIB a connu un formidable essor depuis 1960 puisqu'elle a gagné 20 points en passant de 35% à 56% du PIB, soit un accroissement de 57% :



La question cruciale est de comprendre comment ce formidable accroissement de la dépense a été financé. Or, il s'avère que les richesses produites par les entreprises ont été lourdement ponctionnées pour financer cette masse de dépenses supplémentaires :

Evolution des prélèvements sur les entreprises

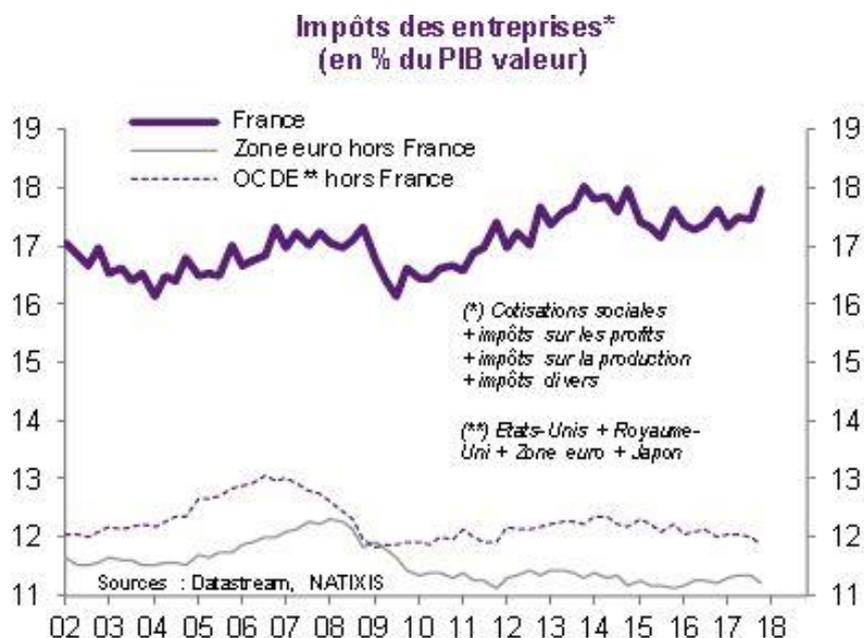


Source : CPO, d'après données OCDE

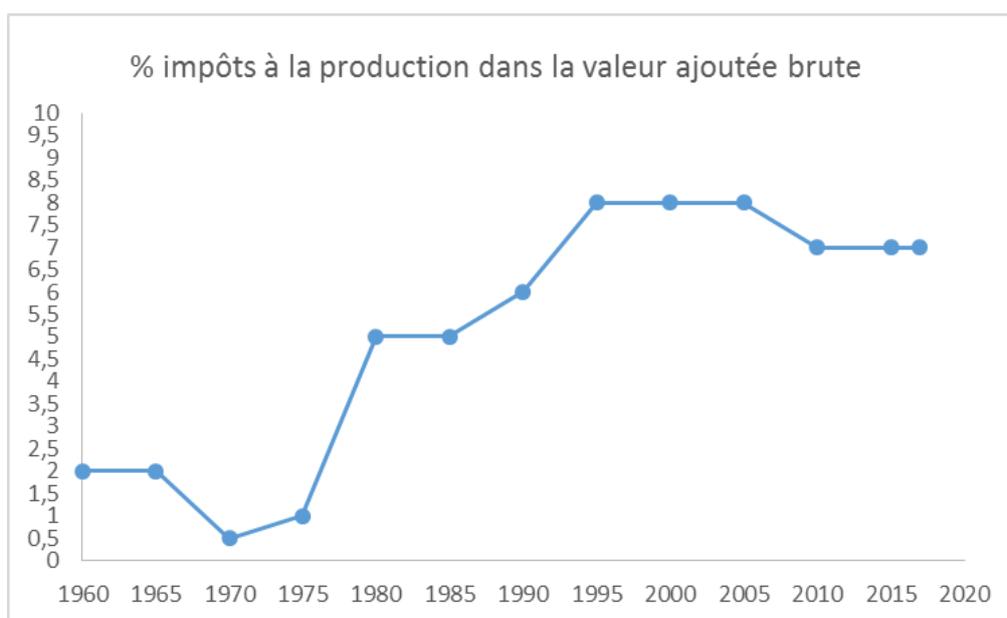
Les entreprises françaises ont subi une hausse très importante de leurs prélèvements entre 1970 et 2000, 5 points de PIB, la plus forte des pays de l'OCDE.

L'accroissement de la dépense publique a été très majoritairement financé par l'accroissement des prélèvements sur les entreprises.

A l'heure actuelle, elles subissent les prélèvements les plus élevés de l'OCDE avec un surcroît de prélèvements de l'ordre de 6 points de PIB par rapport à la moyenne des entreprises de l'OCDE et de 7 points par rapport aux entreprises de la zone Euro hors France. Cela représente un écart annuel de charges de plus de 140 milliards € à leur détriment.



Cet accroissement des prélèvements sur les entreprises a été réalisé pour l'essentiel par l'accroissement des impôts à la production qui ont progressé -déduction faite des subventions à la production- de 0,5% de valeur ajoutée brute des sociétés non financières en 1970 à 5% en 1980 soit un décuplement. Ils ont à nouveau progressé à 8% entre 1995 et 2005 avant de refluer légèrement à 7% sous l'influence des allègements de charges sur les bas salaires :



Source : INSEE

Les impôts à la production sont encore plus élevés pour les entreprises industrielles du fait des modalités de calcul de ces impôts (la valeur ajoutée) et du fait que l'industrie bénéficie peu de ces allègements de charges sur les bas salaires.

La comparaison avec l'Allemagne réalisée par Rexecode met aussi en évidence à l'heure actuelle un surcroît d'impôt à la production de 5,7% de la valeur ajoutée des entreprises manufacturières. Si on y ajoute les cotisations sociales et l'impôt sur les sociétés, l'écart de prélèvements s'élève à 10,7% de la valeur ajoutée. **De ce fait, il n'est le plus souvent ni rentable ni compétitif de produire en France :**

Prélèvements obligatoires sur les entreprises manufacturières (2016)

| en % de la valeur ajoutée | France | Allemagne |
|---|---------------|---------------|
| | France | Allemagne |
| Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs | 14,0 % | 9,4 % |
| Impôts de production | 9,7 % | 4,0 % |
| • Impôts sur les salaires | 1,5 % | 0,0 % |
| • autres impôts sur la production | 3,2 % | 0,5 % |
| • Impôts sur les produits requalifiés en impôts de prod. | 4,1 % | 2,6 % |
| • Taxes de prestations reclassées en impôts de production | 0,9 % | 0,9 % |
| Impôts sur les sociétés | 4,2 % | 3,8 % |
| Total des prélèvements sur la production** | 27,9 % | 17,2 % |

Faute de marge mais aussi faute de compétitivité (pourquoi investir en France alors que ce n'est pas rentable ?!), l'économie française est en train de manquer la nouvelle révolution industrielle (robotisation, numérisation des process, impression 3D, internet des objets,...).

La France se modernise beaucoup moins que les autres pays européens :

